

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°310 du vendredi 24 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

Cérémonie de lancement officiel de la coupe du maire de la commune Titao sous le signe de la fraternité et de la cohésion sociale

Page 4



Voici les orientations et les recommandations de la 2ème session du Conseil des Frontières

Page 10



Coopération Etats Unis d'Amérique –Burkina Faso: Une armée encore plus forte

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Coopération Etats Unis d'Amérique –Burkina Faso: Une armée encore plus forte

Région des Hauts Bassins



L'ambassadeur visitant le matériel reçu par le 25è régiment parachutiste commando.

Durant son séjour dans la capitale économique du Burkina Faso, l'ambassadeur des Etats Unis au Burkina Faso Andrew Young s'est rendu dans la 2è région militaire du pays. Il y a fait un constat qu'il juge satisfaisant au regard de la coopération qui existe entre son

pays et le Burkina Faso.

Vieille de plusieurs décennies, la coopération entre les USA et Burkina Faso ne cesse de s'étendre. Le volet militaire à attiré l'attention de l'ambassadeur Andrew Young. En visite le vendredi 10 février 2017 au camp militaire Ouezzin Coulibaly, il a touché du doigt les

réalités que vivent les officiers de la 2è région militaire et aussi le 25è régiment parachutiste commando basé à Bobo-Dioulasso. « Je suis venu faire le constat du travail qui est fait ici pour contrer les menaces terroristes au Burkina Faso » dit-il. Andrew Young s'est rendu au service d'entretien et de pliage des parachutes (SEPP)

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



« Nous sommes très satisfaits de la coopération entre nos deux pays » : Giles Bationo.

où il a visité un échantillon du matériel offert par son pays au 25è régiment parachutiste commando du Burkina Faso, qui d'ailleurs est le plus grand de la Sous-Région Ouest africaine.

Pour le commandant de la 2è région militaire du Burkina Faso le Colonel Giles Bationo, « C'est un honneur pour nous de recevoir son Excellence Young ambassadeur des USA au Burkina Faso. Il a tenu à passer dans notre région pour voir la qualité de la coopération qu'il y a entre les USA et le Burkina Faso

à travers le régiment parachutiste commando où sont formées les forces spéciales. Il a pu toucher du doigt les réalités sur le terrain et aussi visiter le matériel qu'ils nous ont offert et comment nous les utilisons à bon escient pour la sécurité de nos populations ».

En effet, depuis 2007 les contribuables américains ont contribué à plus de 15 milliards de Francs CFA dans la formation pour aider les burkinabé à avoir les rudiments nécessaires pour lutter contre le terrorisme. Le

Colonel Giles Bationo, saluant la collaboration des Américains, a tout de même émis le vœu que la coopération continue, pour mieux lutter contre le terrorisme car dit-il, la mutualisation des forces et des moyens est l'une des meilleures solutions pour venir à bout de ce fléau qui menace la stabilité et la démocratie dans nos différents pays.

Nicole A.B. OUEDRAOGO



Cérémonie de lancement officiel de la coupe du maire de la commune Titao sous le signe de la fraternité et de la cohésion sociale

Région du Nord

Ce samedi 11 février, sous le parrainage de Ibrahim P.Ouedraogo directeur du Fonds d'Appui à la Formation Professionnel et à l'Apprentissage (FAFPA), la présidence de Komi Sambo Antoine ancien député de la province du Loroum, le maire de la commune de Titao Irisso Mandé a procédé au lancement de la coupe du maire sur le terrain communal de Titao.

La forte délégation venue de Ouagadougou, Bobo, Ouahigouya notamment les maires de la région du nord ont marqué leur présence pour témoigner leur solidarité et leur attachement à la vision du président de l'Amical des Municipalités du Nord (AMR). Ainsi tour à tour les officiels qui se sont succédés au parloir ont tous marqué leur adhésion à cette initiative qui se veut consolidatrice de la cohésion sociale.

Ont succédé les discours un défilé des quarante (40) villages et des sept (07) secteurs de la commune. Des animations musicales ont également ponctué ledit événement. Un match de gala a opposé la société civile aux forces de l'ordre et de sécurité et à vue la victoire de la société civile.

Pour Madame Angelina Aminata Traoré Haut-Commissaire de la province du Loroum, l'engagement est pris pour accompagner le maire



Lancement de la coupe du maire sur le terrain communal de Titao.

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4



Madame Angelina Aminata Traoré Haut-Commissaire de la province du Loroum.



Le maire Irisso Mandé.

Irisso Mandé pour mener à bien le ce tournoi. Le football au-delà de son aspect sportif est un cadre de cohésion sociale et de dialogue a-t-elle affirmé. Elle a également exhorté la population, notamment les jeunes à prôner l'entente, le fair-play lors des compétitions à venir.

Le parrain de la dite cérémonie Ibrahim P.Ouedraogo se dit fière de la considération témoigné à sa modeste personne et s'engage à toujours soutenir ces belles initiatives qui se veulent des cadres d'union et de développement. « Mes ambitions et souhaits c' est de voir ce terrain érigé en mini stade très prochainement » a-t-il soutenu.

Le promoteur de la coupe, surtout à sa première édition se dit rassuré au regard de la mobilisation de la population de titao et celle venue d'ailleurs. De son avis, Cela témoigne leur attachement à accompagner les élus locaux à accomplir leur cahier de charges.

A l'occasion pour faciliter les tournois, un ballon plus une somme de quinze mille (15000) FCFA ont été offerts à chacune des 47 équipes pour les entraînements. Les six zones choisis comme site devant abriter les matchs ont reçu en plus une paire de filets.

SOGOBA Boureima pour SCI

Le maire en tenue verte, haut commissaire en blanche



Brèves

Niger : 11 militaires tués lors d'une attaque près de la frontière malienne

Une attaque armée a eu lieu au Niger hier mercredi soir. Un poste militaire dans le département de Ouallam, région de Tillabéri, pas très loin de la frontière malienne, a été visé et le bilan fait état de onze morts dont un officier. Les assaillants ont également volé sept pick-up et mis le feu à quatre autres véhicules, les plus gros, ceux qu'ils ne pouvaient pas emporter avec eux. Les terroristes ont ensuite pris la fuite en direction du Nord-Est, vers la frontière avec le Mali ou, plus loin, avec la Libye. Les troupes nigériennes ont attendu le petit matin pour se lancer à leur poursuite. Côté malien, les troupes ont été mises en alerte le long de la frontière : à Ménaka, Ansongo, jusqu'à Andéramboukane, où des patrouilles ont débuté, également, ce jeudi matin. La force antiterroriste Barkhane aurait également été sollicitée, mais aucune confirmation n'a été donnée de l'armée française à ce stade. Pour l'instant, cette attaque n'a pas été revendiquée, mais tous les regards se tournent du côté du groupe Etat islamique, dont la branche au Sahel est dirigée par Abou Walid el-Sahraoui.

Cameroun : Un attentat kamikaze fait deux morts dans l'extrême-nord.

Wouro Dole, localité située près de Amchide et frontalière au Nigeria dans l'arrondissement de Kolofata département du Mayo-Sav a été victime ce mercredi 22 février 2017 d'un attentat kamikaze. Le kamikaze serait un garçon d'environ 12 ans. Cet attentat kamikaze est probablement une signature de la secte terroriste Boko Haram. On dénombre deux morts. Plusieurs victimes ont été transportées à l'hôpital d'Amchide pour les premiers soins. D'après la même source militaire sur zone, un deuxième Kamikaze repéré par les comités de vigilance serait en fuite, il est activement recherché par les forces de sécurité camerounaises stationnées dans la zone.

Côte d'Ivoire : démission de l'ex-ministre Michel Amani N'guessan de son poste de Vice-président du FPI.

L'ex-ministre Michel Amani N'guessan a annoncé sa démission du poste de Vice-président du Front populaire ivoirien (FPI, opposition), parti de Laurent Gbagbo, hier mercredi 22 février 2017, indique un communiqué de ce parti. 1er Vice-président du FPI, Michel Amani N'guessan, reçu en "audience" par le Président Pascal Affi N'guessan, a dit qu'après une analyse personnelle de la situation de crise que vit le FPI depuis plus de trois années, il a décidé de démissionner des organes de direction du parti pour n'en conserver que le statut de militant. Il ajoute que cette décision est la conséquence de l'échec des différentes tentatives de réconciliation au sein du FPI.

Rédaction SCI



Compte rendu du Conseil des ministres du 22 février 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 22 février 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale et autorisé des missions à l'étranger.

DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté deux (02) décrets portant respectivement Stratégie nationale de l'état civil

au Burkina Faso révisée (SNEC/R) et son Plan d'actions (2017-2021).

L'adoption de ces décrets vise à moderniser l'état civil afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du système d'enregistrement des faits d'état civil comme moyen d'assurer à chaque individu la jouissance de ses droits et de produire des statistiques sociodémographiques utiles à la planification du développement.

I.2. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'acquisition et à la location de bâtiments au profit de l'Administration.

Le Conseil a marqué son accord

pour l'acquisition de l'Ecole Song Taaba de Tenkodogo au profit du ministère en charge de l'éducation nationale et la location de six (06) bâtiments au profit d'autres structures publiques.

I.3. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

Le Conseil a examiné un projet de loi portant protection des végétaux au Burkina Faso.

Ce projet de loi vise à protéger les consommateurs, les végétaux et l'environnement contre les risques liés à l'introduction et à la dissémination des organismes nuisibles dans notre pays.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.4. AU TITRE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ URBAINE ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le Conseil a adopté un décret fixant les modalités d'immatriculation des véhicules automobiles, des remorques et semi-remorques et des cycles à moteur dont la cylindrée est supérieure ou égale à cinquante centimètres cube (50 cm³) au Burkina Faso.

L'adoption de ce décret permet de corriger les insuffisances du décret N°2013-0630/PRES/PM/MIDT/MEF/MAE-CR/MATS/MDNAC/MATD du 23 juillet 2013 fixant les modalités d'immatriculation des véhicules automobiles, des remorques et semi-remorques et des cycles à moteur dont la

La suite à la page 8.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

cylindrée est supérieure ou égale à cinquante centimètres cube (50 cm³) au Burkina Faso.

Ce décret permet en outre une meilleure traçabilité et un contrôle accru des véhicules pour l'amélioration de la sécurité dans notre pays.

I.5. AU TITRE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le Conseil a adopté un décret portant définition des conditions et des

règles applicables à l'exercice des professions publicitaires au Burkina Faso.

L'adoption de ce décret participe de la volonté du gouvernement de contribuer à la professionnalisation et à l'assainissement du secteur de la publicité et de créer des emplois décents.

COMMUNICATION O R A L E

La ministre déléguée chargée de la Coopération et des

Burkinabé de l'Extérieur a fait au Conseil une communication relative à la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE au 52ème anniversaire de l'accession à l'indépendance de la Gambie et à l'investiture du Président gambien Son Excellence Monsieur Adama BARROW le 18 février 2017 à Banjul.

En marge de ces célébrations, le Président du Faso a eu des échanges avec son homologue ivoirien Son

Excellence Monsieur Alassane OUATTARA et a rencontré les burkinabè vivant en Gambie.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgence DANDJINU

Officier de l'ordre national

Diaspora : le Ministre Alpha Barry échange avec les Burkinabè de Moscou

Russie



Le ministre échangeant avec les compatriotes vivant à Russie.

La suite à la page 9.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Les participants.

Le chef de la diplomatie Burkinabè Monsieur Alpha Barry, qui entame une visite de 48 heures à Moscou à partir de ce 19 février 2016 a rencontré les compatriotes vivant en Fédération de Russie. C'est la première visite d'un chef de la diplomatie après la réouverture de notre Ambassade à Moscou en 2013. Après le mot introductif du Ministre les échanges ont essentiellement tourné autour des questions de bourses, de carte consulaire, de visa etc. Le Ministre Barry assisté de Monsieur Antoine Somdha, Ambassadeur du Burkina Faso en Russie ont donné des réponses satisfaisantes à toutes ces préoccupations. En fin de propos, il les a invités à rester mobilisés et solidaires pour pouvoir contribuer efficacement au développement de la mère patrie.



Photo de famille.

DCPM/Affaires étrangères



Voici les orientations et les recommandations de la 2ème session du Conseil des Frontières

Région du Centre



Le ministre Simon COMPAORE.

La deuxième session du Conseil des Frontières tenue le lundi 20 février 2017 a été sanctionnée par des orientations et des recommandations.

O R I E N T A T I O N S
La Planification des activités du Programme de Gestion intégrée des espaces frontaliers au Burkina Faso (ProGEF) au titre de l'année 2017 prenant en compte la hiérarchisation suivante des priorités :
- l'identification des besoins réels avec les acteurs concernés ;

- la réalisation des infrastructures suivant les normes ;
- l'acquisition d'équipements adaptés ;
- la formation des acteurs.

R E C O M M A N D A T I O N S
1. La mise en place d'une structure centrale au niveau de l'Etat-Major de la Gendarmerie Nationale pour la coordination des interventions des brigades de gendarmerie aux frontières ;
2. L'information-sensibilisation des populations et des autres acteurs à la frontière Burkina-Niger sur les implications de l'arrêt de la CIJ ;

3. La mise en place d'une stratégie de communication de masse sur la gestion des frontières ;
4. L'appropriation par les structures faîtière des collectivités territoriales des référentiels et des projets/programmes de gestion des frontières ;
5. La mise en place d'une passerelle (cadre de concertation) entre le G5 Sahel, l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako Gourma (ALG) et la Commission Nationale des Frontières ;
6. La diligence dans le processus de bornage de la frontière Burkina-Niger à travers la signature

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

du protocole d'accord portant acceptation des coordonnées des points frontières ; 7. La diligence dans le règlement du différend frontalier Burkina-Bénin par l'effectivité de la saisine de la Cour Internationale de Justice et le démarrage des différentes procédures y afférentes; 8. La mobilisation des fonds nécessaires par la mise en oeuvre des actions prioritaires par l'alimentation du compte spécial «Commission nationale des frontières »; 9. La prise d'un arrêté conjoint entre le Ministre chargé de l'Administration Territoriale et celui chargé des finances pour régler la question de la prise en charge des membres des différentes commissions mises en place pour les dossiers spécifiques des frontières conformément aux textes nationaux ; 10. Le démarrage de la recherche documentaire sur la frontière Burkina-Côte-d'Ivoire en vue de la future délimitation. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, au nom du Premier ministre, Président du Conseil des Frontières et en son nom propre, a salué et félicité tous les participants pour la qualité des résultats obtenus. #Simon_Compaoré a interpellé chaque département ministériel



Les participants.

et institution membre du conseil des frontières, à faire sien le devoir de contribuer fortement à la mise en oeuvre des recommandations de la 2ème session. «J'interpelle particulièrement mes services techniques, à veiller particulièrement à la mise en œuvre des recommandations et m'informer de toutes difficultés qui pourraient survenir», a insisté le Ministre d'Etat.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 aoÙt

• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

Préparation aux :
TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

40 000
F CFA

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur WASH technique - YEM (WASH Technical Coordinator – YEM)

Description

Position : Coordinateur WASH technique - YEM

Date de début : Janvier 2017

Lieu : Sanaa, Yémen

Type de contrat : CDD

Durée du contrat : 6 mois renouvelable

Niveau de risque de sécurité : très risquée (4/4) A

Propos de ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour soutenir les personnes dans le besoin urgent et de protéger la dignité des personnes, tout en Co-créant plus des possibilités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

Efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience ACTED ; promouvoir une croissance inclusive et durable; Co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre : la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et

met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche d'ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers des possibilités de plus des moyens de subsistance reconstruction à long terme et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et 4,300 personnel national.

Country Profile 2015

Nombre de projets : 10

Nombre de zones : 3

Nombre de personnel national : 151

Budget annuel (EUR) : 6.61M

Nombre de bureaux : 5

Nombre de membres du personnel international : 8

Contexte de position et les défis clés

ACTED est présent au Yémen depuis le début de 2012, et met en œuvre des activités dans les régions centre-ouest et du centre-sud. La présence d'ACTED au Yémen a été ancrée dans les gouvernorats du nord du Yémen, du Nord du Yémen, Raymah et Ad-Dhalee où, dans les trois derniers domaines en particulier, l'organisation a été pratiquement le seul acteur international mettant en œuvre

directement des activités.

ACTED maintenant vise à étendre davantage son aide humanitaire en atteignant les régions supplémentaires : le nord dans Saadah et gouvernorats d'Al-Jawf, et le sud autour de Taiz et Aden. Celles-ci pourraient notamment servir de base pour l'évaluation et la programmation future axée sur les populations à la malnutrition et touchées par le conflit au Yémen.

Grâce à sa programmation complète ACTED a été couvrant tout le continuum d'urgence, la réhabilitation et le développement au Yémen. Les activités d'urgence se sont concentrées dans les secteurs de l'agriculture et la sécurité alimentaire (par exemple, la distribution de semences de cultures et de l'élevage), la relance économique et les systèmes du marché (par exemple, les activités génératrices de revenus comme de l'argent pour le travail), et WASH (par exemple, la réhabilitation des installations d'approvisionnement en eau, promotion de l'hygiène). Les activités de sécurité alimentaire d'ACTED incluent la distribution de bons alimentaires, qui sont un élément clé des interventions d'ACTED dans le pays. En ce qui concerne la réhabilitation et le développement, ACTED a récemment entrepris des travaux sur la chaîne de valeur du café dans Raymah gouvernorat comme un moyen d'améliorer la sécurité alimentaire des petits producteurs locaux.

Grâce à sa participation

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

active aux mécanismes de coordination, ACTED a été un chef de file dans la fourniture de l'aide humanitaire dans les trois gouvernorats dans lesquels elle opère. L'organisation est par exemple le point focal du Cluster WASH pour le Nord du Yémen et gouvernorats Raymah, et un partenaire clé du WASH, la sécurité alimentaire et l'agriculture, la nutrition et les grappes de relèvement précoce. En outre, l'organisation a été un membre élu de l'équipe humanitaire de pays au début de 2013.

Les donneurs d'ACTED au Yémen sont actuellement USAID / OFDA, ECHO, la Commission européenne, le PAM, OCHA et l'UNICEF.

Rôles et responsabilités clés
Le coordonnateur WASH technique est responsable de la fourniture de la coordination et de soutien ainsi que la planification stratégique et des conseils techniques sur les activités dans le domaine de WASH. Il / Elle joue un rôle de premier plan dans la fourniture de contributions techniques à la stratégie WASH et le développement du projet au niveau local et national. De plus, il / elle prend en charge les équipes de projet dans la planification, la conception, la mise en œuvre, la supervision et le potentiel d'expansion / développement et l' administration des interventions WASH techniques.

Ses principales responsabilités seront :

Positionnement externe

- Relations extérieures
 - Le développement de projets
 - Interne Support technique WASH et de la coordination
 - Coordination
 - Leadership technique
 - Renforcement des capacités du personnel
 - Ville I e t t r e s
 - Expériences / Formation du candidat**
 - Diplôme en génie civil, génie de l'eau, WASH, ou cours connexes ;
 - Au moins 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre du projet, de préférence dans un contexte international ;
 - Au moins 3 ans d'expérience dans l'approvisionnement en eau, la qualité de l'eau, l'assainissement, la construction d'infrastructures WASH, et les domaines connexes ;
 - Expérience dans les camps humanitaires et de réfugiés préférés ;
 - Compétences Anglais courant requis ;
 - Langue arabe préféré.
 - Langues parlées : Anglais
 - Fonctions A n i m a t i o n , Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste
 - Activités Agriculture, Environnement, Animation,
- Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social
- Pays Moyen Orient, Yémen
- Contrat :** CDD
- Durée du contrat :** 6 mois, renouvelable
- Salaire / Indemnité**
- Salaire défini par la grille des salaires ACTED ; d'enseignement de niveau, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire, allocation mensuelle de subsistance supplémentaires, repas et logement fourni à la maison d'hôtes de l'organisation.
- Les frais de transport couverts, y compris billet de retour supplémentaire + allocation de bagages
- Fourniture de services médicaux, la vie et assurance rapatriement + package de retraite
- Documents à envoyer**
- Envoyer votre demande, y compris une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org~V~number=plural sous:
- Réf. : WASHTC/YEM/SA
- Email de la personne contact jobs@acted.org
- Date de fin de validité :** 17/03/2017



Poste : Volontaire Droits des peuples (Service civique)

Description

Objectifs généraux de la mission de volontariat

- Appuyer et participer aux activités de sensibilisation et de plaidoyer de la fondation pour la promotion et défense des droits des peuples, notamment autochtones, à disposer de leurs ressources naturelles et culturelles.
- Participer à la diffusion des documents de référence, des outils de sensibilisation et d'information et travailler sur les différentes problématiques politiques et les enjeux liés à ces droits.

Contexte

France Libertés – la Fondation Danielle Mitterrand œuvre pour la défense des droits humains fondamentaux et des biens communs du Vivant. Elle s'est donnée pour mission principale de promouvoir l'effectivité des droits humains, en particulier le droit à l'eau pour tous et les droits des peuples autochtones par le soutien de projets de terrain, la mise en œuvre d'un plaidoyer national et international et des actions de sensibilisation et de formation.

Sous la responsabilité de la responsable du Programme « Droits des peuples » et en lien avec le directeur de la Fondation, le/la volontaire travaillera sur les problématiques autour des droits des peuples autochtones.

Missions proposées

Participer à la diffusion

d'outils pédagogiques et de vulgarisation liés au plaidoyer Droits des peuples de la fondation en direction du grand public et des enfants. En particulier identifier des pistes pour la diffusion du jeu sur les peuples autochtones Otoktonia. Identifier des lieux, structures, moments, acteurs ; participer à concrétiser ces pistes y compris par l'organisation d'événements de promotion du jeu et plus globalement des thématiques qui y sont associées (peuples autochtones, savoirs traditionnels, biopiraterie, extractivisme...).

Participer à l'organisation à Paris d'un colloque international autour des 10 ans de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : co-construction du programme et des objectifs du colloque, recherche d'intervenants, logistique, réflexion autour de sa capitalisation

Contribuer à nouer et à renforcer les partenariats extérieurs en lien avec les sujets traités dans le programme Droits des peuples

Recherche et veille (inclus assister aux conférences, rencontres, événements pertinents...) sur les peuples autochtones

Rédaction de documents de vulgarisation et sensibilisation (articles, communiqués, contenus site web...) sur les peuples autochtones et thématiques afférentes

Appui à la mise en œuvre de campagnes de plaidoyer et de sensibilisation sur les droits des peuples

Appui ponctuel aux différentes activités de France Libertés

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

- Connaissances en droits humains, sciences sociales et/ou de l'environnement ;
- Sans expérience acceptée mais une connaissance et/ou une implication dans le secteur associatif, ou institutionnel serait un plus ;
- Maîtrise des outils informatiques Office et de l'Internet

Langues parlées : la maîtrise opérationnelle de l'anglais et de l'espagnol serait un plus

Qualité du candidat

- Forte motivation pour la thématique des peuples autochtones, des droits humains, des biens communs et plus généralement pour la solidarité internationale et le développement
 - Bon relationnel, goût pour le travail collectif, la communication avec des partenaires français et internationaux et la coordination
 - Goût pour l'animation et l'organisation d'événements
 - Bonnes capacités rédactionnelles, bon esprit analytique et de synthèse
- Fonctions Animation, Formation, Autre, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche
- Activités** : Agriculture,

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Droit

Pays : Europe, France

Contrat : Volontariat / service civique

Durée du contrat : 8 mois à partir du 28 mars 2017

Salaire / Indemnité

Contrat de 28h/semaine.

Les conditions sont celles du statut « Service Civique ». Voir les informations <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F13278>.

Indemnité mensuelle brute 773 €, nette 712 €.

Documents à envoyer

Lettre de motivation et C.V.

Nom de la personne à contacter: Marion Veber, chargée du programme Droits des peuples

Email de la personne contact marion.veber@france-libertes.fr

Date de fin de validité : 08/03/2017



Avis de recrutement

Poste : H/F Coordinateur Administratif et financier volant (CAF)

Description

Présentation de la Croix-RougeA la tête d'un important réseau de 600 établissements dans les secteurs sanitaire, médico-social, social, et de l'enseignement, la Croix Rouge Française emploie plus de 18 000 salariés et 70 métiers la composent dans des « instituts médico-éducatif, crèches, maisons de retraite, centres de réadaptation fonctionnelle, instituts de formation, centres d'hébergement d'urgence, missions Internationales... ». Toutes ces structures, au cœur des enjeux de société, développent de nouveaux projets et travaillent à des solutions innovantes. En nous rejoignant, vous partagerez notre engagement et notre éthique et développerez vos compétences.

Le

La Croix-Rouge française emploie des coordinateurs administratifs et financiers sur la plupart de ses missions. Les CAF assurent le support nécessaire aux projets sur la gestion comptable, financière et RH. Afin d'assurer une continuité de service auprès des équipes et un suivi continu de la gestion financière et administrative mise en place, la Croix-Rouge française recrute un CAF volant pour une durée d'un an. Dans ce cadre, le CAF volant est en charge d'effectuer de courtes missions d'intérim d'une durée maximale de 3 mois sur des postes vacants sur nos délégations. Le CAF volant sera déployé par une lettre de mission dont les termes de références seront adaptés aux besoins du terrain. Le CAF volant sera donc amené à occuper tout ou partie des fonctions du poste vacant :

Gestion comptable

Poste

(contrôle, saisie, clôture, affectation et paramétrages analytiques, contrôle des justificatifs comptables...)

Gestion budgétaire (mise à jour, analyse et suivi budgétaire, construction/modification de budgets, rapports financiers...)Gestion de la trésorerie (supervision des comptes bancaires et des caisses, demandes d'approvisionnements au siège, décaissements sur le terrain...)Gestion RH (paye, recrutement, suivi contractuel et administratif...)Gestion administrative (archivage des documents comptables et administratifs, participation à l'élaboration de contrats et de conventions de partenariats...) Accompagnement et formation des équipes comptables et/ou administratives localesTout au long de sa mission, le CAF volant rendra compte de l'avancée de sa mission à son responsable hiérarchique ainsi

La suite à la page 17.



JOBSCAMPUS

La suite de la page 16.

qu'au référent au contrôle de gestion international. Il achèvera chacune de ses missions par un rapport de mission. Le/la CAF volant(e) est sous la responsabilité hiérarchique du responsable du pôle programme international. Il/elle est sous la supervision technique/métier du référent au contrôle de gestion en charge du pays de mission. Pendant ses temps de missions, le/la CAF volant(e) travaillera sous la supervision du Chef de délégation. Le/la CAF volant(e) assurera la supervision des équipes expatriées/locales dont il aura la charge. Il/elle rapporte dès que nécessaire des points d'attention ou d'alerte à son N+1. Il/elle travaille en étroite collaboration avec les services opérationnels de la DROI (desks) et les services supports du siège.

Ville : Paris

Expériences /
Formation du candidat

Le profil du candidat

- Master en Gestion, Economie, Audit,

Administration, Comptabilité ou Master spécialisé en gestion financière de programmes de solidarité internationale.

- 3 années d'expériences terrain en gestion administrative et financière de programmes de solidarité internationale

Maîtrise de l'anglais indispensible

Rigueur, intégrité, forte capacité d'adaptation à des contextes variés, goût prononcé pour les chiffres et les tableaux Excel, esprit de synthèse, capacité à gérer un fort volume de travail, aptitude à travailler en équipe, autonomie et dynamisme, sens de la pédagogie Maîtrise d'Excel et du logiciel SAGA Connaissance en gestion de contrats de financements de bailleurs de fonds institutionnels (ECHO, Europeaid, AFD, Nations Unies)

Connaissances sur le Mouvement Croix-Rouge

appréciées Fonctions Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays : Europe, France

Contrat : CDD

Durée du contrat : 12 mois

Salaire / Indemnité

Selon la convention collective

Documents à envoyer

Postuler sur le site de la CRF : http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_croixrouge01.p?newms=jj&id=72716&newlang=2

Postuler en ligne :

http://emploi.national.croixrouge.fr/fe/tpl_croixrouge01.asp?newms=jj&id=72716&newlang=2

Date de fin de validité : 08/03/2017



Avis de recrutement

Poste : Assistant(e) au pôle géographique Asie-Pacifique

Description

Au sein de la Direction des Relations et des Opérations Internationales (DROI), le/la stagiaire exerce ses fonctions au sein du Desk géographique, sous la responsabilité d'un adjoint au responsable de Desk.

Un stage est à pourvoir sur la zone Pacifique (îles Vanuatu et

Salomon) et Asie (Philippines, Vietnam et Laos). Les thématiques principales de la Croix-Rouge française sur la zone Asie-Pacifique sont la réduction des risques de catastrophes, l'eau/l'hygiène/l'assainissement, la reconstruction, le changement climatique.

Le/la stagiaire est en lien constant avec les différents services supports et techniques, ainsi qu'avec les délégations des différents terrains.

Hormis les tâches prédefinies dans la fiche de poste, la mission du/de la stagiaire consiste à

soutenir le pôle géographique sur les demandes du terrain ou du siège permettant d'assurer le bon fonctionnement des opérations. Celui-ci/celle-ci est amené(e), en fonction de ses compétences, de sa motivation et de sa capacité à gérer son travail quotidien, à participer à l'avancée des dossiers transversaux du desk géographique.

Le ou la stagiaire participe aux tâches suivantes :

Appui à la gestion de projets :

Participation à la relecture

La suite à la page 18



La suite de la page 17

des propositions de projets et des rapports intermédiaires et finaux (en anglais) ;	l'action internationale : Suivi de la participation et des déplacements des chefs de délégation ; Mobilisation ponctuelle sur l'appui à l'organisation d'ateliers/modules d'intervention ; Participation à la rencontre avec les chefs de délégation et rédaction de comptes rendus le cas échéant. Enfin il/elle apporte son appui et son analyse selon les besoins du moment.	Développement et Coopération ; Très bon relationnel, savoir travailler en équipe et avec des multiples interlocuteurs ; Dynamisme, et capacité à travailler dans l'urgence et sur plusieurs dossiers de manière concomitante ; Maîtrise des outils informatiques (Excel, Word, Power point, Outlook, Internet explorer) ; Forte motivation à travailler dans l'humanitaire et connaissance des acteurs humanitaires et de l'environnement de la coopération internationale ; Une expérience associative ou dans le domaine humanitaire serait un réel atout ; Connaissances du Mouvement International de la Croix-Rouge appréciées.
Participation à l'élaboration de termes de référence pour les évaluations de projets (initiales et finales) ; Veille éventuelle sur l'actualité des catastrophes humanitaires en cours et rédaction de notes de synthèse. Suivi administratif, financier et logistique des délégations : Traitement des demandes d'avance mensuelles des délégations sur le terrain en lien avec le service contrôle de gestion ;	Connaissances et compétences développées à l'issue du stage : le stage a pour objectifs de mettre en œuvre les acquis de la formation universitaire du/de la stagiaire par une mise en situation en milieu professionnel, et de développer les compétences et connaissances suivantes : Connaissance et pratique du cycle de projet international ; Initiation à la gestion administrative, financière, des ressources humaines, et des moyens logistiques d'une mission internationale et de projets internationaux ; Connaissance du fonctionnement, du rôle et des responsabilités d'un siège d'organisation internationale ; Connaissance du contexte éco/socio/politique et des problématiques humanitaires de la zone en question ; Connaissance du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs humanitaires, de la coopération internationale et notamment des bailleurs de fonds : Commission Européenne (DG ECHO, DEVCO), Agence française de développement, agences des Nations Unies, fondations d'entreprises et bailleurs privés, etc.	Connaissance du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs humanitaires, de la coopération internationale et notamment des bailleurs de fonds : Commission Européenne (DG ECHO, DEVCO), Agence française de développement, agences des Nations Unies, fondations d'entreprises et bailleurs privés, etc.
Elaboration de courriers divers en anglais à destination des partenaires et/ou sociétés nationales (en collaboration avec les adjoints) ; Préparation et mise en signature de différents documents (conventions de partenariat et/ou accords de coopération notamment), suivi du circuit de validation et envoi au terrain ;	Connaissance et pratique du cycle de projet international ; Initiation à la gestion administrative, financière, des ressources humaines, et des moyens logistiques d'une mission internationale et de projets internationaux ; Connaissance du fonctionnement, du rôle et des responsabilités d'un siège d'organisation internationale ; Connaissance du contexte éco/socio/politique et des problématiques humanitaires de la zone en question ; Connaissance du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs humanitaires, de la coopération internationale et notamment des bailleurs de fonds : Commission Européenne (DG ECHO, DEVCO), Agence française de développement, agences des Nations Unies, fondations d'entreprises et bailleurs privés, etc.	Connaissance du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des acteurs humanitaires, de la coopération internationale et notamment des bailleurs de fonds : Commission Européenne (DG ECHO, DEVCO), Agence française de développement, agences des Nations Unies, fondations d'entreprises et bailleurs privés, etc.
Participation au départ/retour des délégués en mission internationale et préparation des missions d'appui des salariés du siège ;	Fonctions : Autre	
Préparation des pouvoirs bancaires en lien avec la trésorerie ;	Activités : Autre	
Participation au support logistique des missions en lien avec le service achats/logistique.	Pays : Europe, France	
Rédaction et capitalisation :	Contrat : Stage	
Archivage des données des pays de la zone sur le serveur commun de la DROI ;	Durée du contrat : Stage de 6 mois, temps plein. Convention de stage obligatoire.	
Mise à jour des outils de partage de la DROI ;	Prise de poste avril 2017	
Mise à jour des pages internet/intranet de la zone en lien avec le service de la communication concerné ;	Salaire / Indemnité	
Veille médiatique humanitaire et sécuritaire des pays de la zone ;	Stage indemnisé à hauteur de la gratification légale. Participation de l'employeur au restaurant d'entreprise. Prise en charge de 50% du titre de transport RATP	
Préparation et participation aux réunions sur la zone, qu'elles soient thématiques (ad hoc) ou transversales (réunions de coordination) et rédaction des comptes rendus.	Nom de la personne à contacter : Zouhairat SAID OMAR ; Zouhairat.said-omar@croix-rouge.fr	
Participation à l'organisation de la réunion annuelle de	Date de fin de validité : 04/03/2017	



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

**Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
 version numérique à télécharger.**



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/02/2017 AU 25/02/2017 Groupe II

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 2	19	La Famille	25 43 06 85
N° PHARMACIEN* Tel	20	Marlass	78 55 00 52
1 Aéroport 25 31 42 22	21	Martin	25 50 84 59
2 Amaro 25 34 33 28	22	Meteba	25 33 53 33
3 Ar-rahma 25 35 09 86	23	Nayyira	25 48 18 41
4 Augustine 25 37 61 00	24	Neima	25 35 56 82
5 Barwende 25 40 85 90	25	Nemadis	25 37 30 41
6 Boulmiougou 25 43 12 68	26	Progrès	25 43 01 62
7 Cité An III 25 33 19 66	27	Providence	25 31 86 48
8 Dapoya 25 31 32 01	28	Rood Wooko	25 30 88 90
9 Delwindé 25 36 72 80	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
10 Denisa 71 82 76 60	30	Schifeyi	25 40 27 42
11 Faso 25 38 19 29	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
12 Flayiri 25 40 73 44	32	Sigri	25 41 21 48
13 Hamdalaye 25 34 36 94	33	Sud	25 38 42 82
14 Heera 25 31 66 10	34	Talba	25 36 22 25
15 Jabnéel 25 44 78 70	35	Tanko	25 35 15 57
16 Jourdain 25 36 06 86	36	Univers	25 41 99 65
17 Karpala 25 37 14 14	37	Wati	25 38 52 92
18 Koulouba 25 31 19 18	38	Yobi	25 31 16 30

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aeroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11
 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aeroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI. O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Directrice des rédactions
 Eliane Bayala

Equipe de reportage
 - Bernard M' Pempé Hien
 - Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
 - Francois blanc
 - Boureima Sogoba
 - Augustin Irwaya Quedraogo
 - Tigiane Antoine Ki
 - Blaise Sama
 - Jean Paul Yekpaye
 - Mamadou Goh
 - Désiré Guigma
 - Jérôme Bissyendé
 - Frédéric PoOda
 - Valentin Ouedraogo
 - Moumouni Guio
 - Nicole Ouedraogo
 - Amédée Silga
 - Karim Koala
 - Ouaboué Bakouan
 - Albert Tarpaga
 - Paul Soma
 - Arjouman Saganogo
 - Joseph Kaboré
 - Valentin Singbéogo
 - Issa Sepama
 - Hermann Té
 - Steven Issouf Barro

Correspondants pays
 Montage
 Eliane BAYALA
 Oeil du professionnel

Distribution
 Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
 médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo-Dioulasso
 Tél: +226 20954746
 +226 72070909

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Alpha Consulting 2017